

pour adres-
os listes à la
u'elles soient

définitifs.
ste.

IALE

et 1900

5.000.000

4.500.000

nment en contact

aires qui lui sont
aux (Succursales
eau-Brunswick et

ents confiés à son
ars.

ur ami

vaux

ptomes de ma-
de gourme, de
Gombault aura
nger et assurant

par le feu et fo
e sous la main



BEAULT

CHEVAL
IT?

de souverain
E. CELEBRE
SPECIFIQUE
OUR LES
MALADIES
DU CHEVAL

Arissant Toux,
ne. Aussi très
is les cas de

Uérimaires,
prenants dans
grés de la ma-
de l'endurance

VINAT

LIQUE CHEVAL
MENT TOUJOURS
est toujours
à l'usage de la
à l'usage de la

ADMINISTRATION ET PUBLICITE
Abonnement payable d'avance.

Canada—Excepté cité
de Québec, 1.00
Cité de Québec et pays
étrangers, 1.50
Pour les Sociétaires de
la Coopérative Fédérée
de Québec, 75c.

Tarif des annonces 10c. la ligne
Annonces classées 1c. du mot
minimum 50 sous.

Pour abonnement et annon-
ces écrire au "Bulletin de la
Ferme" Limitée, 111 Côte de
la Montagne, (Édifice Morin)
Québec Case postal 129—
Tél. 2-4297.

LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE HEBDOMADAIRE

Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès

ADMINISTRATION & RÉDACTION

111 CÔTE de la MONTAGNE 111
QUÉBEC

ORGANE OFFICIEL DE LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE 12 FEVRIER 1925

RÉDACTION ET
COLLABORATION

Cette revue est consacrée aux
intérêts de la ferme et du foyer
rural.

Elle est rédigée par un comi-
té de techniciens et de prati-
ciens agricoles, assistés de colla-
borateurs occasionnels et de
correspondants de diverses ins-
titutions agricoles. Toute col-
laboration est sujette au contr-
ôle du directeur.

La correspondance concer-
nant la rédaction doit s'adres-
ser au Directeur du "Bulletin
de la Ferme", Case postal 129
Haute-Ville, Québec.

Volume XIII

Numéro 7

Assemblée générale des Actionnaires de la COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle
des actionnaires de la Coopérative Fédérée de Québec sera tenue, à l'Hotel
de Ville, à Québec, le mercredi, dix-huit février 1925, à 10 hrs a. m.

JOS.-N. BERNIER
Secrétaire.

Le Congrès des Fermiers-Unis

Coopératives d'achat et de vente. Crédit
agricole. Nouveaux débouchés

Les Fermiers-Unis de Québec ont tenu, la semaine dernière,
d'importantes assises annuelles dans la métropole de la Province.
Ils ont réuni un bon nombre de congressistes, mais les problèmes agri-
coles qu'ils ont abordés et résolus ont attiré l'attention du grand
public et leur ont valu même le patronage de personnages officiels,
du ministre de l'Agriculture de Québec, en particulier.

"Nous allons étudier des questions sociales et économiques
d'une haute importance, a déclaré M. Wilfrid Bastien, président des
Fermiers-Unis, à la séance d'ouverture. Notre association a toujours
aimé à demander des choses justes. Faire l'étude des problèmes éco-
nomiques et sociaux, voilà une mission noble. Les prédécesseurs,
ainsi que les directeurs présents et anciens, ont tous travaillé pour la
bonne cause, le bien des cultivateurs, et nous avons eu des succès."

Le congrès a porté sur trois matières principales se rattachant à
l'exploitation agricole: l'organisation de coopératives de vente des
produits, le crédit agricole et l'ouverture de nouveaux marchés.
Les congressistes les ont étudiées avec soin, pour définir leur attitude
et donner des solutions pratiques.

La coopération

Dans son manifeste, le président a rappelé aux membres la
nécessité de recourir à la coopération pour la réussite dans l'explo-
itation d'une ferme. Avec la coopération, les produits sont mieux
préparés et obtiennent de meilleurs prix. M. Bastien a rendu hom-
mage à l'œuvre de la Coopérative Fédérée de Québec qui a entre-
pris des initiatives concluantes dans ce domaine: "La Coopérative
Fédérée, a-t-il dit, a notablement favorisé le groupement des culti-
vateurs par la vente et l'achat des produits en commun, et nous
avons constaté que la direction de cette organisation économique
a donné des résultats satisfaisants."

L'honorable M. Caron a apporté aux congressistes l'appui de
son expérience: "L'un des meilleurs moyens, leur a déclaré notre
ministre de l'Agriculture, à la disposition des cultivateurs pour arriver
au succès, c'est la coopération. Par elle, la Nouvelle-Zélande et
l'Australie font accepter partout leurs produits. Nous possédons en
cette Province une société coopérative en existence depuis douze ans.
De nos 137,000 cultivateurs, 15,000 seulement en font partie; elle
accuse pourtant un chiffre d'affaires très élevé, il faut la supporter."

"Il y a six mois, trois représentants agricoles de la Nouvelle-
Zélande sont venus me voir. Ils avaient l'intention de former une
société coopérative des colonies de l'Empire. Une telle société pro-
tégerait les intérêts de l'industrie laitière, particulièrement celle du fro-
mage, elle assurerait la stabilité du marché en contrôlant les envois
afin d'éviter l'encombrement et la baisse des prix de vente. Mais ces
représentants ont constaté que nous n'avions pas assez d'action
coopérative, et c'est pourquoi je me permets de vous recommander
de la pratiquer davantage, car en Nouvelle-Zélande, 98 pour cent des
cultivateurs sont formés en coopération."

Ces paroles autorisées ont fait impression. Les congressistes ont
avisé aux moyens d'organiser des sociétés coopératives agricoles
dans leur milieu respectif, et la plupart ont signalé la Coopérative
Fédérée de Québec comme l'organisme modèle de la vente de leurs
produits. Le débat a servi à fournir des renseignements précis sur la
Coopérative Fédérée et à donner les preuves de la force et de l'am-
pleur de son organisation.

Plusieurs directeurs et sociétaires de la Coopérative Fédérée,
qui sont aussi membres des Fermiers-Unis, ont produit des mises au

point qui ont éclairci la situation et fait tomber des préjugés contre
notre société.

Le crédit agricole

Le congrès s'est prononcé en faveur des Caisses Populaires-
Desjardins, dont il encourage la diffusion dans les campagnes.

L'honorable M. Caron en a hautement approuvé l'établissement:
"Je ne vous recommande pas, a-t-il dit, aux congressistes, le système
de crédits agricoles du gouvernement, système qui a échoué partout,
sauf en France, où la mentalité du paysan l'a favorisé. Mais je suis
en faveur de la caisse populaire qui est une belle œuvre."

"Les Caisses Populaires sont établies sous la direction du clergé
et de laïques éprouvés; elles offrent de grands avantages aux culti-
vateurs, car l'argent reste à la campagne au lieu de s'en aller dans les
grands centres d'où il revient rarement."

Même, un étranger à la Province, M. C.-W. Ward, de Winnipeg,
secrétaire du Conseil Canadien d'Agriculture, a rendu hommage à
la mémoire de feu M. Alphonse Desjardins, le fondateur des Caisses
populaires dans cette Province; il fait l'éloge de ce système qui est
tout à l'avantage du cultivateur.

Nouveaux débouchés

Les congressistes ont attaché beaucoup d'importance à la question
des marchés; ils ont consacré plusieurs heures à la discuter à fond.
On s'est rallié à l'idée de créer un bureau commercial de la Province
à Londres pour assurer la protection de nos produits laitiers.

M. Arthur Pâquet, président de l'Exécutif de la Coopérative
Fédérée de Québec, a soutenu ce projet devant les congressistes et
les a convaincus de son absolue nécessité; il a vu sur place, lors d'un
voyage en Angleterre, dans quel état nos produits gisaient sur les
quais de Londres, alors que personne ne s'en préoccupait. "Il faut",
dit-il, un attaché commercial de notre Province à Londres pour sur-
veiller la réception et la vente de nos produits en Angleterre et en
Europe."

L'honorable M. Caron a accepté la proposition, du moment qu'on
lui trouvera un homme compétent pour remplir cette fonction très
ardue. "Il faut trouver, a dit M. Caron, les moyens de rendre l'agri-
culture de plus en plus prospère; l'un des moyens serait des marchés
largement ouverts. Nous vivons à côté d'un peuple de cent dix millions
dont les portes nous sont fermées. Depuis une quarantaine d'années
que nous avons la protection, il ne s'est pas produit de progrès bien
grands en ce qui se rapporte aux marchés."

Et M. le ministre demande une politique tarifaire qui rendra
justice à toutes les classes.

Le congrès des Fermiers-Unis a touché bien d'autres problèmes
sur lesquels il serait bon de revenir. On a parlé incidemment de
politique, et M. Caron, ainsi que le maire de Montréal, ont conjuré
les congressistes de s'appliquer plutôt à faire de l'action agricole que
de l'action politique. Les congressistes ont paru répondre à ce vœu
en mettant leur énergie au service de la cause agricole dans la solu-
tion des problèmes de l'heure présente.

Visiteurs distingués

A deux reprises, les congressistes des Fermiers-Unis de Québec sont venus visiter,
jeudi dernier, nos bureaux, nos entrepôts et nos ateliers, rue Saint-Paul, à Montréal.
Ils se sont rendu compte de notre organisation et de l'expansion de ses divers services.
Ils ont parcouru tout l'édifice, de la cave au grenier, sous la direction de M. J.-Arthur
Pâquet, président du Conseil, et des principaux officiers de la Coopérative Fédérée.

Nous avons fait, à nos hôtes distingués, les honneurs de notre maison; et ceux-ci
nous ont témoigné leur surprise et leur admiration d'une institution agricole aussi soli-
dement établie, selon les principes d'efficacité et de coopération qui en font un
succès.

Nous avons remarqué, parmi les visiteurs: M. Wilfrid Bastien, président des Fer-
miers-Unis de Québec, et Madame et Mademoiselle Gabrielle Bastien, de St-Léonard-
de-Port-Maurice, M. Gustave Pépin, directeur des Fermiers-Unis et Madame et
Mademoiselle Eliane Pépin, M. J.-P. Brady, secrétaire des Fermiers-Unis et Madame
Brady, M. J.-P. McNamara, trésorier, et Madame et Mademoiselle McNamara, de
Masson, Qué., M. J.-E. Lyness, vice-président des Fermiers-Unis, et autres officiers
de l'association. Aussi, M. J.-J. Morrison, de Toronto, secrétaire des Fermiers-Unis de
l'Ontario, M. C.-W. Ward, de Winnipeg, secrétaire du Conseil Canadien d'Agriculture.

M. Ward a déclaré que notre société était organisée d'une façon qui la rend unique
en son genre au pays et M. Morrison nous a promis d'envoyer le gérant de la Coop-
érative de Toronto la visiter.

12

12

12